

Christelle Néant

L'Ukraine ne considère pas les habitants du Donbass comme ses citoyens, et certains députés à Kiev rêvent de les humilier collectivement

Україна не вважає мешканців Донбасу своїми громадянами, а деякі депутати в Києві мріють їх принижувати

Деякі українські політики, експерти, аналітики та журналісти закликали до урізання громадянських прав мешканців Донбасу, вимагаючи відновлення контролю над територіями, які вступили проти влади. Один з журналістів та активістів, що захищають права українців в Донецьку, які переїхали в Україну в ході подій 2014 року, прийшов до висновку, що Україна більше не є правовою державою.

<https://www.agoravox.fr/actualites/international/article/l-ukraine-ne-considere-pas-les-19>

[9152](#)

Depuis le coup d'État du Maïdan de 2014, et la loi sur le statut de la langue russe en Ukraine qui a mis le feu aux poudres dans le Donbass, les nouvelles autorités de Kiev n'ont eu de cesse de rappeler, si besoin en était, ce qu'elles pensent des habitants du Donbass.

Beaucoup de politiciens, d'experts, d'analystes ou de journalistes ukrainiens ont appelé à retirer leurs droits civiques aux habitants du Donbass, tout en exigeant de récupérer le contrôle sur les territoires qui se sont soulevés contre de telles autorités.

Il semble qu'à Kiev les autorités et les experts ne brillent pas par leur intelligence, pour ne pas comprendre que ce n'est pas en traitant les habitants du

Donbass plus bas que terre qu'ils vont les amener à aimer l'Ukraine à nouveau. Et que plus ils tiennent des discours aussi ignobles sur ceux qui étaient leurs concitoyens il y a encore quatre ans en arrière, et moins ces derniers ont l'intention de retourner sous le giron ukrainien !

L'actualité récente nous a fourni deux nouvelles preuves de ce comportement schizophrène de Kiev, qui revendique la souveraineté sur le territoire du Donbass tout en refusant de traiter les habitants de la région comme des citoyens normaux, ou en proposant de les humilier le jour où le Donbass redeviendrait ukrainien.

La première preuve a été fournie par une jeune femme originaire de la ville de Yassinovataya en République Populaire de Donetsk (RPD), qui, détenant toujours un passeport ukrainien valide, voulait demander un passeport biométrique, comme beaucoup d'Ukrainiens.

Un tel passeport est nécessaire pour voyager vers certains pays, et l'Ukraine clamant sa souveraineté sur les territoires de la RPD et de la RPL, ceux qui y vivent sont donc bien des Ukrainiens légalement aux yeux de Kiev, et devraient donc bénéficier des mêmes droits que les Ukrainiens de Dnipropetrovsk, ou de Vinnitsa.

Mais la réponse du service de l'immigration de Poltava, fut tout autre. En effet, ce dernier a considéré qu'un passeport ukrainien valide avec un enregistrement de domicile dans le Donbass ne prouvait en rien la citoyenneté ukrainienne de la jeune femme ! Ce qui est du délire à l'état pur sur le plan légal.

« Votre identité n'est pas établie, et le fait que vous ayez la citoyenneté ukrainienne n'est pas confirmé, » indique la réponse officielle faite par le service de l'immigration ukrainien.

Réponse du service de l'immigration de Poltava

Un journaliste, qui est aussi un activiste de longue date de défense des droits des Ukrainiens de Donetsk, qui a déménagé en Ukraine lors des événements de 2014, en est venu à la conclusion que l'Ukraine n'est plus un état de droit.

« L'Ukraine n'est plus un état de droit. En Ukraine, des millions de personnes sont privées de leurs droits civils fondamentaux, seulement sur base de leur résidence dans une certaine région. En Ukraine, ces personnes sont actuellement privées de citoyenneté, et déclarés comme non-citoyens même s'ils ont un passeport. Cela fait longtemps que ce n'est plus seulement une discrimination domestique, mais une discrimination massive au sein du cadre de la politique d'État, » a ainsi déclaré ce journaliste.

Et comme si enfreindre les droits civils fondamentaux de plusieurs millions de personnes ne suffisait pas à leur donner envie de ne jamais revenir en Ukraine, certains députés de la Rada à Kiev semblent décidés à s'assurer que le Donbass ait envie de fuir le giron ukrainien à tout jamais...

C'est le parti d'Ioulia Tymochenko qui travaillant sur un projet de loi « Sur le pardon » des habitants du Donbass, a dévoilé des éléments de ce projet de loi qui ont de quoi exacerber les tensions entre l'Ukraine et le Donbass.

Il est bon de rappeler à ce stade, que les accords de Minsk prévoient normalement une loi d'amnistie qui doit permettre de pacifier les relations entre Kiev et les territoires qui ne sont actuellement plus sous son contrôle, en accordant un pardon automatique à tous ceux qui ont pris part aux événements ayant mené à la création de la RPD et de la RPL, et ce qui s'en est suivi.

À plusieurs reprises, des politiciens et même les autorités ukrainiennes actuelles ont essayé de proposer une amnistie à deux vitesses, selon la gravité des « crimes » commis, qui exclurait de facto de cette amnistie tous ceux ayant pris part aux combats. Une telle loi d'amnistie ne serait pas conforme aux accords de Minsk et serait rejetée par les deux républiques populaires.

Mais ce qui est envisagé actuellement par le parti d'Ioulia Tymochenko n'est ni plus ni moins qu'une provocation ignoble envers les habitants du Donbass.

Le contenu de ce projet a été révélé par un ex-député de la Rada du parti d'Ioulia Tymochenko (Union panukrainienne « Patrie »), Andreï Sentchenko, sur le plateau de la chaîne télévisée UkrLife.

« Nous préparons maintenant un projet de loi sur le pardon. Ce n'est pas la même chose que l'amnistie. Nous utilisons dans une certaine mesure l'expérience croate, il y avait une procédure de pardon après la guerre des Balkans.

En quoi consiste l'idée du pardon – c'est que le citoyen, qui a commis une faute, vient devant une cour ukrainienne et écrit un rapport sur les crimes qu'il a commis. Dans le même temps, il remplit une requête de pardon auprès de l'État ukrainien.

La cour, sur base de critères fixés expressément dans la loi, examine les documents et prend une décision sur le pardon [de cette personne] au nom de l'État ukrainien, c'est la décision de la cour...

Pendant 10 ans, ces personnes perdent le droit aux services publics, au service militaire, de travailler dans des forces de l'ordre, ainsi que dans les administrations judiciaires ou les gouvernements locaux. Dans le même temps, ces personnes sont privées du droit d'enseigner. Et seront dans l'incapacité de participer aux élections pendant 10 ans, sous quelque forme que ce soit - pour élire,

être élues et participer sous quelque forme que ce soit à l'organisation et la tenue d'élections, » a listé Sentchenko.

Rien que la mention de l'utilisation de l'expérience croate a de quoi donner une idée du but final de ces politiciens ukrainiens : procéder au nettoyage ethnique de la région du Donbass, comme l'ont fait les Croates après la guerre des Balkans.

Le dernier paragraphe est une honte absolue. Si on enlève la mention de la période de retrait des droits, on a l'impression de lire les restrictions que les Nazis avaient faites subir aux juifs (il manque plusieurs points de ces restrictions, mais l'idée de base reste la même).

En clair, Kiev veut récupérer le Donbass au nom du fait qu'il serait un territoire ukrainien, mais priver pour 10 ans ses citoyens de leurs droits fondamentaux et du droit de décider du sort de leur pays. C'est-à-dire en faire des citoyens de seconde zone.

Une proposition totalement inacceptable qui confortera la population du Donbass dans son choix de quitter l'Ukraine à tout jamais !

Cette proposition a d'ailleurs profondément choqué Larissa Chesler, coordinatrice de l'union des émigrés politiques.

« Est-ce que quelqu'un pense qu'après ces « généreuses promesses », quelqu'un dans le Donbass avec toute sa tête va faire la paix en sachant la future humiliation et injustice qui l'attend ? Mais c'est un scénario de retour du Donbass très doux, sans massacre et exil en Russie. Tous les habitants de Donetsk, Lougansk, Gorlovka et Debaltsevo rêvent de faire de ceux qui ont tué leurs enfants les arbitres de leurs destinés », a ainsi déclaré Chesler de manière ironique.

À chacune de ces déclarations monstrueuses, l'Ukraine voit s'éloigner un peu plus le Donbass. Il est clair en lisant ce que pensent les politiciens ukrainiens, que jamais le Donbass n'acceptera de revenir dans un pays qui considère ouvertement les habitants de la région comme des sous-hommes et des citoyens de seconde zone.

Kiev continue d'agrandir le fossé qui sépare l'Ukraine du Donbass, et ne pourra s'en prendre qu'à elle-même pour la perte définitive de cette région.